

COMPTE RENDU DE MISSION INRA/CIRAD

Constitution d'une plate-forme en I.S.T. Zone Antilles Guyane

26/11 - 06/12/2000

Geneviève Branca-Lacombe INRA-DIC

Lucile Grasset CIRAD-DIST

Benoît Girardot CIRAD-DIST



COMPTE RENDU DE MISSION INRA/CIRAD

Constitution d'une plate-forme en I.S.T. Zone Antilles Guyane

Sommaire

1. Le contexte institutionnel

2. Les termes de références de la mission

3. Le déroulement de la mission

4. Etat des lieux

4.1 La communauté scientifique INRA/CIRAD

4.1.1. Les besoins

4.1.2. Les moyens

4.2 Les partenaires

4.2.1 La Bibliothèque Universitaire Antilles-Guyane

4.2.2 Le monde agricole

4.2.3 Les PME/PMI - La Chambre de commerce

4.2.4 Les collectivités territoriales et les services centraux de l'Etat

4.2.5 Le grand public

5. Description du projet et proposition de mise en oeuvre

5.1 Les objets de la collaboration

5.2 La définition d'une image

5.3 Un comité de pilotage

5.4 Première proposition de plan d'action

Annexes

A.1 Termes de références de la mission

A.2 Planning de la mission

A.3 Liste des personnes rencontrées

A.4 Comptes-rendus de quelques visites et entretiens

A.5 Documents divers

A.6 Extrait du Docup

1. Le contexte institutionnel

Réalisée du 26 novembre au 6 décembre 2000, cette mission s'inscrit dans le cadre de la convention signée par l'INRA et le CIRAD, dont l'objet porte sur le renforcement du partenariat et le développement de nouveaux axes de coopération entre les deux organismes.

Dans cette perspective, la création de synergies entre les structures opérationnelles doit apporter un meilleur soutien aux scientifiques des deux institutions, améliorer la visibilité de l'offre française dans les pays du Sud, en matière d'expertise, de développement, de formation, d'appui aux entreprises et d'information scientifique et technique.

L'information scientifique et technique (IST), dans tout organisme de recherche, est un instrument de travail au service de la production scientifiques des équipes. C'est aussi un outil de coopération avec les partenaires nationaux et internationaux. C'est pourquoi, les directions générales de l'INRA et du CIRAD ont confié, en janvier 1999 aux Directions et Délégation de l'information des deux organismes, le soin de réaliser une mission conjointe dans la zone Antilles-Guyane, afin d'élaborer un plan d'actions concertées dans le domaine de l'IST¹.

2. Les termes de références de la mission

L'un des premiers projets pilote porte sur la mise en place d'une plate-forme IST en zone Antilles-Guyane. Pour cela, la mission a répondu aux termes de référence suivants² :

- Faire un diagnostic détaillé des ressources informationnelles disponibles dans les deux structures en qualifiant les moyens humains et financiers impliqués ;
- Formaliser les besoins des équipes scientifiques en appui en matière documentaire, éditoriale et production multimédia ;
- Cerner les besoins informationnels des autres acteurs impliqués dans le développement agricole de la région (organisations professionnelles agricoles, agro-industries, autorités territoriales, etc).

Cette mission confiée à Lucile Grasset (CIRAD), Benoît Girardot (CIRAD), et Geneviève Lacombe (INRA) - note du 9/10/2000 - a été orientée essentiellement sur l'analyse des besoins et attentes des chercheurs des deux organismes et des milieux professionnels économiques locaux afin de proposer un cadre de faisabilité opérationnelle.

Le rapport expose dans un premier temps le contexte local et l'environnement informationnel et identifie les acteurs, usagers-cibles du futur projet.

Dans un second temps, le document propose des objets de collaboration entre les deux institutions ainsi qu'une proposition de plan d'action, incluant une première évaluation des moyens humains, matériels et financiers à mobiliser.

¹ Cf. note JFG/LG Guadeloupe du 28/06/2000, annexe A.1

² idem.

3. Le déroulement de la mission

Les contacts pris par les deux représentants, A. Xandé (INRA) et H. Manichon (CIRAD), en Guadeloupe nous ont permis de rencontrer :

- les communautés scientifiques de l'INRA et du CIRAD ;
- les responsables de la bibliothèque universitaire de la section Guadeloupe ;
- des représentants de l'enseignement agricole et des milieux agricoles ;
- des représentants des collectivités territoriales : Conseil Général, Conseil Régional ;
- des représentants des services de l'Etat : SGAR , le DRRT ;
- la Chambre de commerce.

Les contacts pris par le représentant du Cirad en Martinique, P. Melin, nous ont permis de rencontrer :

- la communauté scientifique du CIRAD ;
- des représentants du PRAM (CIRAD, INRA, IRD) .

Les contacts pris par le représentant du Cirad en Guyane, J.J. Baraer, nous ont permis de rencontrer :

- les communautés scientifiques de l'INRA et du CIRAD ;
- le responsable du groupement Silvolab (ENGREF, INRA, CIRAD) et le responsable de la bibliothèque du campus ;
- le responsable de la bibliothèque universitaire de la section Guyane.

4. Etat des lieux

4.1 La communauté scientifique INRA/CIRAD

4.1.1 Les besoins

Les besoins en IST des chercheurs situés dans cette zone sont sensiblement identiques à ceux de l'ensemble de la communauté scientifique des instituts.

Les Services d'Information et de Documentation des deux établissements, bien qu'étant structurés différemment (centralisé au CIRAD, plus réparti à l'INRA) apportent les mêmes services dans les trois Dom visités.

En général, les chercheurs se disent satisfaits de la mise à disposition des plates-formes de revues électroniques, de la mise en réseau :

- pour l'INRA : de bases CAB, Medline, Current Contents et de l'accès aux bases internes Compact, PubINRA, OuvINRA,
- pour le Cirad : de l'accès aux bases internes AGRITROP, ATLANTIS, et aux revues scientifiques en texte intégral, mais aussi des formulaires de commandes de documents.

Ils souhaitent fortement une plus grande couverture informationnelle, en matière d'accès à des bibliothèques virtuelles et à des réservoirs de texte intégral, ce qui pourrait passer par le passage d'accords INRA/CIRAD vis à vis des éditeurs par exemple³.

³ Il est à noter que le passage d'accords entre l'INRA et le CIRAD dans ce domaine dépasse le périmètre de la zone Antilles – Guyane. En effet la négociation conjointe avec les éditeurs scientifiques et avec l'INIST (pour la reproduction de documents primaires) pourrait porter sur l'ensemble de la communauté scientifique INRA/CIRAD.

4.1.2 Les moyens

▪ En Guadeloupe

L'INRA dispose en Guadeloupe d'une structure dédiée à la documentation et à la communication. Deux agents pour la communication dont un ingénieur au niveau central (DIC) et 5 agents pour la documentation dont 1 documentaliste et 4 aides documentalistes dans les unités de recherche répondent aux besoins quotidiens des chercheurs en adaptant des produits et services à partir d'apports nationaux proposés par la DIC. Le centre de Guadeloupe dispose également de deux informaticiens qui apportent leur appui, également à l'équipe IST.

Produits et services documentaires proposés par l'INRA

Catalogues du Centre (consultables sur place) :

- Catalogue des ouvrages, mémoires et thèse du centres;
- Catalogue des périodiques;
- Catalogue des publications des chercheurs et techniciens du Centre

Revue de sommaires :

- Current contents séries : agriculture et biology, Life science;
- Périodiques spécialisés des Unités URACPC, URPV et UPC

Bases bibliographiques (en accès direct Intranet INRA) :

- Bases nationales de l'INRA, ouvrages des Centres (OuvINRA, abonnements des Centres (PerINRA), publications des chercheurs de l'Institut (PubINRA).

Autres bases nationales et internationales (en accès direct internet) :

- Silvolab Guyane, Abes/SU, CAB, Medline, Agris/FAO, Sesame/CIRAD.

Production documentaire :

- Ouvrages réalisés par les chercheurs du Centre
- Dépliants thématiques
- Documents multimédias
- Dossiers documentaires (ex. : Agriculture biologique)
- Dossiers du journal interne "CricCrag", etc...
- Web Centre de Recherches Antilles-Guyane

En Guadeloupe, le CIRAD ne dispose d'aucun agent dédié à l'IST. Comme dans les autres Dom et pays étrangers, l'appui documentaire est assuré par le service central, la DIST, depuis Montpellier.

La DIST a développé un « poste de travail du chercheur » à partir duquel les chercheurs métropolitains et expatriés (pour ceux connectés au réseau), ont accès à l'ensemble des produits et services documentaires en ligne.

Les conditions d'accès au réseau internet sont satisfaisantes (Roujol). Un problème de connexion empêche la communauté de Neuf-Château de bénéficier du même confort de consultation.

Produits et services documentaires proposés par le « poste de travail du chercheur » CIRAD-DIST

Catalogues du CIRAD :

- Catalogue des ouvrages (fonds des bibliothèques centrales);
- Catalogue des périodiques (périodiques détenus dans les bibliothèques centrales et dans les laboratoires);
- Catalogue des bibliothèques ;
- Catalogue des publications du CIRAD (Agritrop).

Revue de sommaires :

- Outil d'abonnement à des sommaires électroniques de 660 titres de revues scientifiques.

Accès aux documents primaires

- Accès au texte de 166 titres de revues scientifiques.
- Formulaire électronique de commande de documents.

Accès aux ressources secondaires

- Bases de données bibliographiques, textuelles, brevets internationales (en accès direct sur internet).
- Bookmark thématiques.
- Accès au système d'information Atlantis (suivi des activités scientifiques)
- Accès à des gabarits de saisie (Compte-rendu synthétique de mission).

▪ En Martinique

La communauté martiniquaise est composée principalement de chercheurs du CIRAD. Un seul chercheur de l'INRA est présent dans ce Dom.

Le projet PRAM (Pôle de recherche agronomique de Martinique) permettra de regrouper physiquement l'ensemble des chercheurs impliqués dans la recherche agronomique (CIRAD-INRA-IRD).

La dimension IST et communication fera l'objet d'une réflexion, un espace a été prévu dans le bâtiment en cours de construction.

Aucun personnel n'est affecté actuellement aux activités IST dans ce DOM. Les besoins de la délégation en outil de communication (rapports, plaquettes) sont satisfaits par le biais la sous-traitance.

Les conditions d'accès au réseau Internet sont mauvaises (modem), elles s'amélioreront avec la mise en place du PRAM.

Compte tenu des difficultés d'accès au réseau internet, le lien avec les correspondants documentalistes basés à Montpellier est essentiel et quotidien.

▪ En Guyane

Les chercheurs du CIRAD et de l'INRA⁴ sont regroupés sur un même campus, au sein du GIS Sylvolab.

Dans ce contexte, ils disposent d'une bibliothèque de proximité tenue par un agent de l'ENGREF.

Un manque de soutien en technique NTIC et informatique réseau est signalé.

Les conditions d'accès au réseau sont bonnes, elles permettent d'exploiter les ressources intranet du CIRAD et de l' INRA, sans difficultés particulières.

Jusqu'à mi 2000, le CIRAD disposait d'un demi poste d'aide documentaliste qui n'a pas été remplacé. Les chercheurs estiment que le dispositif « poste de travail du chercheur » sur l'intranet suffit à leurs besoins courants. Pour les questions complexes les correspondants documentalistes basés à Montpellier sont saisis, ainsi que la documentaliste de Sylvolab.

⁴ Les chercheurs de l'INRA en poste en Guyane font partie du Centre Antilles-Guyane.

En résumé :

Dans la zone Antilles – Guyane, deux Dom bénéficient de moyens d'appui en IST ; il s'agit de la Guadeloupe avec l'équipe de l'INRA et de la Guyane avec la bibliothèque de Sylvolab. Le CIRAD ne dispose d'aucun agent affecté aux activités IST dans la zone Antilles - Guyane.

4.2. Les partenaires

4.2.1 L'Université et la Bibliothèque universitaire Antilles-Guyane

La rencontre avec la Présidente de l'Université et des deux conservateurs de la B.U. en Guadeloupe et en Guyane fait ressortir une bonne collaboration au niveau de la connaissance des fonds documentaires régionaux, de l'échange et des prêts de documents. Entre l'INRA et la B.U. il y a eu récemment renforcement des liens dans le cadre du projet national de réalisation de la carte documentaire française⁵

La demande et les attentes des bibliothèques universitaires tant en Guadeloupe qu'en Guyane portent sur :

- la mise à disposition de fonds documentaires spécialisés, au travers d'un service de fourniture de documents primaires, en agronomie et en biotechnologie (littératures académique et grise), détenus à l'INRA et au CIRAD. En effet, les BU couvrent peu ou pas du tout ces champs disciplinaires,
- le renforcement des collaborations permettant l'accès aux versions électroniques des revues scientifiques, conventions ou contrats à passer entre l'Université, l'INRA et le CIRAD (exemple : plate-forme COUPERIN négociée par les universités)⁶.

4.2.2 Le monde agricole

La rencontre avec les responsables du lycée agricole en Guadeloupe a permis de préciser les besoins des élèves pour l'enseignement BTS et pour la filière « formation continue » (CFPPA).

L'équipe pédagogique du lycée prépare l'ouverture de trois espaces « médiathèques/multimédia » où les élèves seront sensibilisés à la recherche de l'information.

Par ailleurs, cet établissement maintient des rapports en continu avec les professionnels agricoles et souhaite, à ce titre, pouvoir tisser des liens étroits avec nos services d'information et de documentation (INRA et CIRAD) afin de bénéficier de l'accès à nos ressources d'information.

Mais, c'est avant tout, une demande en matière d'extraction, de transcription et diffusion des résultats de la recherche, en produits d'information lisible et utilisable par le monde des professionnels de l'agriculture, qui nous a été formulé.

De même, la mise en ligne des cours dispensés par les chercheurs INRA et le CIRAD, serait appréciée, dans le cadre du développement de plates-formes d'enseignement à distance.

⁵ Le MENRT a confié aux BU la définition de la carte documentaire afin de localiser les fonds et d'identifier leur composition et de construire le programme de numérisation des fonds documentaires universitaires français. Ce projet s'inscrit dans le cadre du déploiement du Système universitaire (SU). -

⁶ UAG négocie des accords avec Elsevier et Academic Press dans le cadre du consortium Couperin. Dans le cadre du consortium, il est possible d'envisager des abonnements partagés.

4.2.3 Les PME/PMI - La Chambre de commerce

L'approche effectuée auprès de la CCI en Guadeloupe a mis en évidence une demande d'informations dans le secteur agro-alimentaire⁷ et les produits de transformation.

La CCI dispose de son propre centre de ressources et gère également l'Euroinfocentre⁸ qui diffuse une information économique importante auprès des adhérents. Le rayonnement de la zone "caraïbes" vers les investisseurs européens et les débouchés pour l'Union européenne est une des préoccupations importantes de la CCI.

Le responsable du World Trade Centre, C. Alié évoque le rôle de validation et de conseil que pourraient apporter les communautés de l'INRA et du CIRAD au niveau de la faisabilité technique de certains projets commerciaux.

4.2.4 Les collectivités territoriales et les services centraux de l'Etat

Les collectivités territoriales et les services centraux de l'état au travers du plan de développement 2000-2006 encourageront le renforcement du réseau de télécommunication dont ils souhaitent porter la puissance de débit du réseau à 2 méga, dans des délais très brefs.

Le débit du réseau de la recherche –RENATER- est actuellement de 512 K, et le consortium RENATER propose une augmentation du débit à 1 méga, à condition que les prestations et la maintenance technique assurées par un opérateur public – le CRI de l'Université (UAG) – se développent⁹. Sur ce point précis, les négociations sont en cours entre l'UAG et RENATER. La présidente de l'Université, J. Abaul, a évoqué à ce propos, la répartition des responsabilités quant à la gestion des nœuds de communication RENATER sur la région Antilles (UAG)-Guyane (CIRAD) et a exprimé le souhait de regrouper l'ensemble du dispositif autour de l'UAG.

Le Conseil Régional

Le Conseil régional autour de la mesure "Guadeloupe numérique"¹⁰, souhaite renforcer la capacité du réseau pour toute la Guadeloupe. 60 millions de francs, selon affectés à cet axe. Des fonds Région/Europe, seront également mobilisés pour contribuer à développer la pénétration de l'Internet au niveau de chaque foyer (DOCUP 2000-2006 - fonds FEDER). Le financement sera essentiellement destiné à soutenir de l'acquisition de matériel et de la prestation de service, le Conseil Régional est également prêt à soutenir le développement d'une plate-forme médecine/enseignement. Ce futur réseau sera mis à disposition des services publics comme des particuliers.

La mesure « Guadeloupe Numérique » est axée sur les NTIC et leur appropriation par tout public; les projets proposés devront mettre en avant l'impact régional, la création d'emplois et/ou d'activités et le rayonnement de la Région incluant la Grande Caraïbe. C'est au travers de ce dernier point qu'il sera possible de trouver des financements pour couvrir des coûts de traduction des futurs produits d'information multilingues.

⁷ Particulièrement sur les aspects de qualité.

⁸ La CEE met en place des Euroinfocentres destinés à diffuser de l'information réglementaire et économique. Cette mission est contractualisée par la CEE.

⁹ Il s'agit entre autre d'assurer une maintenance 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

¹⁰ Cf. Annexe A.6 Extrait du DOCUP 2000/2006.

La Préfecture – Le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR)

Au sein de la Préfecture, le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales, coordonne la mise en œuvre, en liaison avec le Conseil régional, des aides régionales de l'Union européenne (Fonds structurels : FEDER, FEOGA, FSE, IFOP). Il élabore également, les Documents uniques de programmation (DOCUP), définissant les axes prioritaires et les moyens d'intervention pour chacun des objectifs des Fonds structurels auxquels la région est éligible.

Dans le cadre de la coopération régionale et du développement des NTIC, un grand projet incluant divers organismes de recherche, en direction du monde agricole et de la protection de l'environnement serait tout à fait recevable. Ce projet devrait plus particulièrement, mettre l'accent sur le milieu des PME/PMI.

Il serait également possible d'après de Secrétaire général, de mobiliser des fonds de type INTERREG (fond structurel UE) en incluant dans notre projet, la zone "Caraïbes" dans sa partie hispanique, et l'Amérique Centrale, sur des aspects NTIC, et développement durable, la dimension « enseignement à distance », « accueil et échanges de scientifiques », constituerait un point non négligeable, pour être éligible sur ce type de crédits.

La Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT)

Le Directeur Régional de la recherche et de la Technologie, Mme Célestine-Myrtil-Marlin, souligne le besoin de collaboration avec l'enseignement primaire afin de réhabiliter auprès du public des scolaires, la connaissance des sciences de la nature. Cette demande, émanant du Ministère de l' Education Nationale, dépasse largement, le cadre de la « Semaine de la Science ». En effet, le Ministère recommande d' aller jusqu'à la mise en place dans les Centres de recherches, des lieux de petites expériences et de sensibilisation concrète à la connaissance scientifique.

Le DRRT, qui apprécie la participation de l'INRA et du CIRAD dans les actions successives, « Semaine de la Science » et l' « Archipel des Sciences », considère que tout est à construire, en ce qui concerne l'ouverture et le contact avec le grand public.

Madame le DRRT, a souligné la part importante des NTIC dans la communication scientifique mais souhaite vivement que la part de l'oralité, le contact direct avec le chercheur, très apprécié dans cette région, ne soit pas négligé. Créer un centre de ressources pour des échanges plus productifs entre la recherche et les acteurs tant du monde socio-économique que le grand public lui semble souhaitable. Elle se dit prête à soutenir ce projet.

Par ailleurs, le DRRT, a également manifesté un vif intérêt pour la proposition d'un projet liant l'Université et les organismes de recherche en matière de transfert d'information pour les entreprises (centre de transfert et réseau). En effet la mise en accès d'information sur le secteur agricole et le développement vers un public de professionnels correspond à un besoin réel et actuellement non pris en charge par d'autres institutions¹¹Ce projet pourrait également être financé localement.

¹¹ Citons, une initiative à suivre, celle du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, qui met en place un portail sur la Caraïbe - <http://www.caraibes.org> – initiative à laquelle sont associés l'INRA et le CIRAD.

4.2.4 Le grand public

La dimension Grand public est apparue particulièrement, au cours de la visite de la « Médiathèque Caraïbes.

Financée par le Conseil Général de la Guadeloupe, la Médiathèque Caraïbes a pour vocation de réunir des fonds documentaires et virtuels sur les thématiques sociologiques et culturelles de la région Caraïbes. C'est dans cet esprit que des conventions d'échanges culturels ont été signées avec Cuba, Haïti et Trinidad.

La dimension "lecture publique" est très importante¹². Le fonds « Grande Caraïbe » réunit à la médiathèque s'enrichit de dossiers documentaires mis à disposition du public. Citons par exemple des dossiers spéciaux : « canne à sucre » et « jardin créole », auxquels des chercheurs des deux établissements ont participé.

L'espace internet propose au public, des formations gratuites à la navigation sur le net.

La mise en place d'une base recensant le fond Caraïbes édité et littérature grise, est en cours, un second volet prévoit la numérisation des documents. Le lien avec l'association « l'archipel des Sciences » est important.

5. Description du projet et proposition de mise en oeuvre

Le projet s'articule autour des différentes cibles identifiées : les chercheurs de l'INRA, du CIRAD et de l'UAG, les professionnels et le grand public, les acteurs régionaux.

Il devrait permettre la mise en place d'un dispositif de communication et de diffusion d'information, destiné à accroître la lisibilité des deux établissements au niveau local et régional de l'INRA et du CIRAD.

Nous proposons de développer notre collaboration autour de deux axes :

- organiser, pour les chercheurs, l'accès partagé aux ressources d'informations scientifiques et techniques,
- valoriser les résultats de la recherche.

5.1 Les objets de la collaboration

5.1.1 Organiser, pour les chercheurs, l'accès partagé aux ressources d'informations scientifiques et techniques

Aménager à nos chercheurs respectifs, l'accès à tout ou partie des intranets des deux établissements INRA et CIRAD, pourrait rapidement constituer une amélioration, en ce qui concerne l'accès aux ressources d'informations scientifiques et techniques.

Cependant, l'accès généralisé aux publications scientifiques électroniques devient stratégique pour les chercheurs des universités et centres de recherche. Dans le domaine scientifique, les universités se sont constituées en un consortium, nommé COUPERIN. L'objet de ce regroupement est de négocier pour les membres du consortium des abonnements groupés auprès des grands éditeurs scientifiques internationaux.

Ce dispositif permet également de mutualiser les abonnements et d'élargir ainsi la couverture documentaire.

¹² La Médiathèque Caraïbes et la bibliothèque départementale de prêt sont gérées par la même conservatrice. Mme O. Broussillon, le budget des deux établissements est conjoints.

Pour les établissements multisites, ce dispositif permet de dédoubler les abonnements et de rendre égal pour tous l'accès au texte électronique. On peut également croiser des accès à des abonnements avec des partenaires.

A ce stade de nos réflexions, Il nous semblerait nécessaire de réaliser une étude de faisabilité et d'évaluer les coûts d'une telle opération, afin d'envisager les termes que pourrait prendre l'adhésion à ce consortium.

5.1.2 Valoriser les résultats de la recherche

Le CIRAD et l'INRA sont producteurs de savoir, à ce titre il détiennent des matériaux et contenus à ce jour non accessibles par des publics non spécialisés. Les autorités territoriales au travers de la programmation 2000/2006 , soutiendront le développement de projet portant sur la mise en valeur de contenus destinés à un vaste public.

Les formes de valorisation doivent être multiples : si le support web est sans aucun doute le média à mettre en avant, il ne faut pas négliger les formes traditionnelles de communication, comme les documents imprimés et l'aménagement de lieux d'échanges.

L'ensemble de la production des deux institutions est accessible dans les centres de recherche des partenaires. Il ne s'agit pas de créer des bibliothèques ou des centres de documentation à destination de la communauté scientifique, mais d'ouvrir des lieux d'échanges, de réunions et de rencontre à destination des acteurs du monde socio-économique.

Ces bornes interactives pourraient compléter ce dispositif.

Sur le campus de l'INRA, cet espace pourrait avoisiner l'implantation de l'Archipel des Sciences. La multiplication de ces lieux permettrait de toucher un public plus nombreux et de préserver la tradition orale.

Le développement d'un site web avec des contenus scientifiques et techniques répondrait à l'ambition conjointe d'accroître le rayonnement au sein de la zone caraïbe des deux institutions marquerait notre présence commune dans un paysage internet en développement dans la zone Antilles-Guyane.

5.2 La définition d'une image

L'image des deux organismes est positive auprès de nos interlocuteurs

La création d'une image commune pourrait se traduire par un logo, une « charte graphique » utilisés pour tous les documents écrits et électroniques conçus dans le cadre du rapprochement INRA-CIRAD.

Créer une image pourrait valoriser et donner une lisibilité plus grande aux actions de communication déjà existantes. Citons des actions de vulgarisation vers le monde agricole, les activités pédagogiques et d'enseignement, la production de documents scientifiques et techniques, voire des journées « Portes ouvertes » à destination du grand public...

5.3 Un comité de pilotage

Afin de conduire ce projet, il est indispensable de mettre en place un comité de pilotage et de suivi qui devra identifier les axes prioritaires, programmer les activités. Il pourrait répondre aux critères suivants :

- Le Comité de pilotage réunit des membres de chaque organisme, les représentant et délégué géographiques de l'INRA et du Cirad, un responsable du secteur de l'information de l'INRA et du Cirad.

- Le Comité de pilotage est l'instance qui élabore les modalités pratiques de fonctionnement du projet : évaluation des activités et des objectifs assignés aux équipes au cours de l'année, programmation des activités pour l'année suivante.

- Le Comité de pilotage est l'instance à laquelle le responsable du projet rendrait compte des crédits engagés.

5.4 Première proposition de plan d'action

Le plan d'action proposé est basé sur la typologie des cibles identifiées : les scientifiques de l'INRA, du CIRAD et de l'UAG, les professionnels et le grand public, et enfin les acteurs régionaux (rayonnement régional). Il propose, pour chacune d'entre elles, des objectifs, résultats et actions qui pourraient être entreprises. Une analyse plus fine des compétences et moyens à mettre en œuvre est annexée à ce tableau ainsi qu'une première évaluation financière qui porte sur les actions concernant les professionnels, le grand public, et les acteurs régionaux.

Cible 1 : chercheurs de l'INRA et du CIRAD, UAG

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions
Un meilleur service documentaire est rendu aux communautés INRA et CIRAD	Les chercheurs ont accès aux sources d'information INRA et CIRAD	Mise à disposition réciproque des ressources Intranet des deux institutions
	Les chercheurs ont accès aux revues sous forme électronique	Collaboration INRA/CIRAD pour la négociation d'abonnements avec les éditeurs scientifiques
	Les chercheurs ont accès aux bases de données internationales	Collaboration INRA/CIRAD pour la négociation d'abonnements avec les détenteurs de bases de données
Renforcement des collaborations avec l'UAG	Les chercheurs ont accès au fonds documentaires de l'UAG	Collaboration INRA/CIRAD/UAG pour le partage d'abonnements à des revues électroniques
	Les étudiants ont accès aux ressources INRA/CIRAD	

Cible 2 : professionnels et grand public

Une image commune INRA/CIRAD est créée	Meilleure perception de la recherche agronomique française	Une charte graphique commune est créée
		Les deux institutions communiquent (presse locale, organisations professionnelles) sur les réalisations
		La production éditoriale des deux institutions est accessible dans les centres INRA et CIRAD

Les professionnels ont accès aux résultats obtenus par les équipes	Les résultats obtenus sont mis en forme pour les professionnels	Un éditeur spécialisé dans le transfert de connaissances élabore des documents de vulgarisation
	L'information est accessible en ligne	Un site web INRA/CIRAD est développé. Il propose les résultats obtenus par les deux institutions.
	L'information est disponible hors ligne	Certaines des informations proposées par le site web sont également disponibles sur support papier
	Les documents produits sont facilement accessibles	Les centres de recherche de l'INRA et du CIRAD proposent des espaces d'accueil des professionnels. Des bornes permettent de consulter Internet et plus particulièrement le site web développé. Une collaboration avec le milieu de l'enseignement agricole est mise en place pour rendre accessible la production INRA/CIRAD aux élèves et professionnels

Information citoyenne	Le rôle social de la recherche est reconnu	Des documents spécifiques « grand public » sont produits. Participation, sous un affichage commun, aux grandes manifestations (Science en fête, etc.)
	L'information est disponible en ligne	Site web INRA/CIRAD et promotion de ce dernier
	L'information est disponible hors ligne	Les documents produits sont largement disponibles

Cible 3 : coopération régionale

Les travaux conduits par l'INRA et le CIRAD ont un rayonnement régional	La recherche française est connue et reconnue dans la région Caraïbe	Le site web INRA/CIRAD est consultable dans plusieurs langues (français, anglais, espagnol)
	Les atouts de la recherche française sont affichés	Identification de secteurs d'excellence faisant l'objet d'une communication sur le site web
	Le site est référencé par les principaux portails régionaux	Une collaboration est mise en place avec les autres acteurs web de la région Caraïbe ; en particulier la « Médiathèque Caraïbe » et le site portail « Caraïbe » du ministère de l'agriculture.
	Le site web est consulté	Promotion du site dans la région Caraïbe

5.5 Les compétences et moyens à mettre en œuvre

Les actions relevant de la première cible identifiée (les chercheurs de l'INRA et du CIRAD et les scientifiques et étudiants de l'UAG) ne sont pas incluses dans les moyens prévus ci-dessous. En effet, la principale action relève de négociations avec des éditeurs scientifiques pour le partage d'abonnements à des revues scientifiques. Il n'est pas possible de la chiffrer aujourd'hui et son éligibilité aux financements locaux ne semblent pas évidente.

▪ **Les compétences**

1. Animation du projet

L'animateur du projet est responsable de la coordination de l'équipe. Il est l'interlocuteur du comité de pilotage et veille à la mise en œuvre de ses recommandations. Il organise et planifie le travail, il contribue à la production de contenus.

Besoins estimés : mi-temps sur les trois années, niveau cadre confirmé.

2. Extraction - mise en forme des connaissances

Un éditeur scientifique agronome formé aux techniques de communication est chargé de cette tâche. Son travail consiste principalement à mettre en forme les résultats produits par les chercheurs pour les rendre accessibles aux professionnels et, pour certains d'entre eux, au grand public. Il est responsable de la qualité éditoriale de la production.

Besoins : temps plein en année 1, mi-temps en année 2 et 3, niveau cadre.

3. Gestion – production du site web

Un webmestre gère le site web. Il crée l'ensemble des pages proposées par le site et assure l'animation de ce dernier. Il travaille en collaboration étroite avec l'éditeur chargé de la mise en forme des connaissances.

Besoins : temps plein en année 1, mi-temps en année 2 et 3, niveau technicien supérieur.

4. *Mise en page - graphisme*

Un graphiste – opérateur PAO est responsable de la mise en page des documents produits, sur support papier et électronique (Web). Il crée la charte graphique de l'ensemble des documents.

Besoins : temps plein en année 1, mi-temps en année 2 et 3, niveau technicien supérieur.

5. *Traduction*

Le site web est traduit en anglais et espagnol. (150 pages de 250 mots en année 1, puis 50 pages par an).

▪ **Les moyens matériels**

1. *Matériel informatique*

Serveur web	: 50 KF
Ordinateur PAO	: 25 KF
Équipement PAO	: 25 KF (scanners, imprimante haute-définition, etc.)
Portable + imp.	: 15 KF (équipement éditeur scientifique [+ imprimante])
Ordinateurs + imp.	: 25 KF (cf. point 3, équipement centres de ressources)

140 KF/année 1

2. *Centres de ressources*

L'INRA et le CIRAD aménage sur leur centre de recherche un espace destiné aux professionnels et au grand public. Ces espaces proposent l'ensemble de la production des deux organismes. Une borne permet d'accéder à Internet.

Aménagement : 50 KF par local soit, 100 KF

100 KF/année 1

3. *Production des documents imprimés*

Une quinzaine de plaquettes sont produites annuellement ainsi que deux dossiers thématiques (20-30 pages). Tirage 1000 exemplaires pour les plaquettes, 250 pour les dossiers.

Coût plaquettes	: 15 x 7 KF = 105 KF
Coût dossier	: 2 x 12 KF

129 KF/an

▪ **Fonctionnement**

1. *Fonctionnement de l'équipe*

Télécommunications, consommables, déplacement, maintenance infor., etc ... **100 KF/an**

2. *Connexion réseau*

La connexion à Internet utilise le réseau RENATER. La redevance annuelle est basée sur le trafic engendré.

Coût estimé : 20 KF

20 KF/an

3. *Fonctionnement du comité de pilotage*

Une réunion annuelle du comité de pilotage associant un représentant métropolitain de chaque institution.

Voyages, hébergement, frais de gestion, etc, 2 personnes x 25 KF

50 KF/an

5.6 Estimation financière : première approche

	Année1	Année 2	Année 3	Totaux
Compétences				
Animateur	240	240	240	720
Editeur	360	180	180	720
Webmestre	320	160	160	640
Opérateur PAO	320	160	160	640
Traduction site web	60	30	30	120
Totaux Compétences	1 300 KF	770 KF	770 KF	2 840 KF
Investissements				
Matériel informatique	140			140
Centres ressources	100			100
Impression docum.	129	129	129	387
Totaux investissmts	369 KF	129 KF	129 KF	627 KF
Fonctionnement				
Connexion réseau	20	20	20	60
Equipe	100	100	100	300
Comité de pilotage	50	50	50	150
Totaux fonctionnemt	170 KF	170 KF	170 KF	510 KF
Totaux	1 839 KF	1 069 KF	1 069 KF	3 977 KF

Analyse et commentaires

- L'estimation financière proposée est basée sur l'internalisation du projet : les personnels accomplissant les tâches définies relèvent de l'INRA ou du CIRAD.
- La part de financement liée au personnel est importante (71 % du montant total). Les représentants des bailleurs de fonds locaux nous ont clairement signifié qu'ils ne pourraient pas financer des dépenses liées au personnel dépendant directement des deux institutions. Ils ont également indiqué que l'un des critères d'appréciation des propositions était l'impact sur l'emploi.

A partir de ce constat, trois hypothèses peuvent être formulées pour la mise en œuvre du projet :

1. Recours massif à la sous-traitance

Seul l'animateur du projet dépendrait de l'une des deux institutions, l'ensemble des autres prestations est sous-traité. L'hypothèse d'une sous-traitance conduirait certainement à une remise en cause de la ventilation budgétaire, les grandes masses restant toutefois proches de celles qui sont proposées ci-dessus.

Cette solution a l'avantage de rendre le projet plus facilement éligible auprès des bailleurs de fonds locaux, elle a le désavantage de ne pas prendre en compte les ressources existantes à l'INRA.

2. Internalisation de l'ensemble des tâches

L'ensemble des tâches à accomplir (traduction mise à part) est assurée par les personnels des deux institutions. Les compétences existantes aujourd'hui à l'INRA, (le CIRAD ne dispose d'aucun agent affecté à l'IST) doivent être complétées : un éditeur scientifique et un webmestre doivent être recrutés.

Cette solution a l'avantage de prendre en compte le dispositif INRA. Elle a l'inconvénient de nécessiter des recrutements. D'autre part, les coûts liés au personnel devront être supportés par les institutions, les bailleurs de fonds ayant clairement indiqué qu'il ne pourrait prendre en charge ce type de frais.

3. Sous-traitance d'une partie des activités

Selon cette dernière hypothèse, une partie des activités est sous-traitée, une autre est assurée par les agents existants. Seules les tâches relevant de compétences absentes du dispositif actuel sont sous-traitées (édition scientifique et gestion du site web).

Cette solution a l'avantage de prendre en compte le dispositif existant, celui-ci n'étant pas renforcé. Elle rend éligible une partie non négligeable des dépenses liées au personnel.

Annexes

A.1 Termes de références de la mission

A.2 Planning de la mission

A.3 Liste des personnes rencontrées

A.4 Comptes-rendus de quelques visites et entretiens

A.5 Documents divers

A.6 Extrait du Docup

A.1 Termes de références de la mission

Mission conjointe INRA-Cirad à la Guadeloupe.

Proposition de termes de références

1. Contexte institutionnel de l'intervention

En 1999¹³, les directions générales de l'INRA et du CIRAD ont mis en place des binômes chargés de raisonner les synergies possibles et les économies d'échelle entre les deux établissements.

L'information scientifique et technique dans tout organisme de recherche est un instrument de travail au service de la production scientifique de ses équipes. C'est aussi un outil de coopération avec ses partenaires nationaux et internationaux. Dans cette logique, l'IST a fait partie des secteurs pris en compte dans cette réflexion partagée.

Par ailleurs, pendant la même période, l'INRA et le CIRAD ont manifesté leur intention de développer des projets de recherche communs pour contribuer au développement de l'agriculture aux Antilles¹⁴.

Le 19 mai 1999¹⁵, les responsables de la DIC et de la DIST de l'INRA et du Cirad remettaient à leurs directions les premiers axes d'effort pouvant faire l'objet d'une future collaboration.

Le 6 janvier 2000, les termes de la lettre de mission confiés aux responsables de l'IST étaient confirmés, ces derniers étaient invités à poursuivre leurs travaux en mettant l'accent sur la zone Antilles Guyane¹⁶. Un plan d'actions concertées leur étaient demandé.

2. Objectifs de la mission

La mission conjointe de l'INRA et du Cirad devra permettre :

- De faire un diagnostic détaillé des ressources informationnelles disponibles dans les deux structures en qualifiant les moyens humains et financiers impliqués ;
- De formaliser les besoins des équipes scientifiques en appui en matière documentaire, éditoriale et de production multimédia ;
- De cerner les besoins informationnels des autres acteurs impliqués dans le développement agricole de la région (organisations professionnelles agricoles, agro-industries, autorités territoriales, etc.) ;

¹³ Lettre de mission en date du 18/01/99 adressée à Mme Chevallier-Le Guyader et M. Giovannetti portant sur le renforcement du partenariat entre l'INRA et le Cirad.

¹⁴ Communiqué de presse du 07/04/99.

¹⁵ Premiers éléments d'une note de cadrage sur la coopération INRA-Cirad en IST.

¹⁶ Mèl du 06/01/2000 de J.L. Muron .

- De proposer les éléments d'un cadre logique pour la mise en place d'un système d'information partagé entre l'INRA et le Cirad au service de la recherche et du développement agricole régional.

Le cadre logique de ce système d'information partagé devra valoriser les savoirs et les acquis concurrentiels du dispositif français de recherche pour le développement dans une perspective régionale au niveau de la zone Caraïbes.

3. Résultats attendus de la mission

La mission devra permettre de disposer d'un plan d'actions propre à mobiliser des moyens autour du concept d'un portail Web régional, assurant une communication entre tous les acteurs impliqués dans le développement agricole de la région. Ce plan d'action devra respecter l'approche du cadre logique (logical framework), préciser les implications respectives des deux établissements et les moyens techniques et financiers à mettre en œuvre. Enfin, ce plan d'action devra pouvoir être utilisé pour formuler une requête auprès de bailleurs de fonds, les autorités territoriales notamment.

4. Suivi du projet

Cette mission conjointe devrait pouvoir être réalisée au cours de la première quinzaine du mois d'octobre 2000. Les conclusions et propositions de la mission devront être discutées et agréées par les deux établissements. Dans une deuxième phase, la mise en place d'un comité de suivi du projet devrait permettre aux deux organismes de suivre la mise en place et l'évolution d'un tel dispositif, ainsi que son évaluation régulière.

A.2 Planning de la mission

Programme de la Mission INRA - CIRAD

Guadeloupe

Lundi 27 novembre

- **9h** Visite à la Bibliothèque Universitaire, site de Fouillole : rencontre avec le conservateur en chef, Mme Vassilief et Mme Pousset, conservateur, responsable des abonnements.
- **14h30** Réunion avec les représentants de la Région, M. A. Bon, chef du service Recherche et Transfert de Technologies, Mme Appah, service Recherche et Transfert de Technologies, en charge des NTIC.

Mardi 28 novembre

- **9h** Visite du lycée agricole, rencontre avec M. Cheminerau et M. Lori ; présentation du dispositif et des besoins en terme de coopération.
- **13h30** Station de la Rougeole, rencontre avec les chercheurs du Cirad, présentation des produits et services de la Dist.
- **16h30** Préfecture de Basse Terre, rencontre avec le Secrétaire général aux Affaires Economiques et Régionale.

Mercredi 29 novembre

- **9h** Visite de la médiathèque Caraïbes
- **15h** Rencontre avec les directeurs d'unité de l'INRA.

Jeudi 30 novembre

- **8h** Rencontre avec la DRRT, M. D. Célestine
- **10h** Rencontre avec la Présidente de l'Université Antilles-Guyane, Mme J. Abaul (campus de Fouillole).
- **11h30** Rencontre avec M. C. Alie, Secrétaire Général du World Trade Center de la CCI.

Martinique

Vendredi 1^{er} décembre

- **7h30** Rencontre des équipes Cirad
- **11h** Rencontre des membres du PRAM

Guyane

Lundi 4 décembre

- **8 h** Rencontre des équipes INRA CIRAD
- **14 h** Après-midi de travail à Silvolab, rencontre avec M. Fournié (présidente du groupement) et M. Reder de l'ENGREF.

Mardi 5 décembre

- **8h** Réunion de travail avec les représentants INRA et CIRAD
- **14 h** Rencontre avec la conservatrice de la Bibliothèque universitaire Antilles-Guyane, section Guyane (Cayenne).

A.3 Liste des personnes rencontrées

Dans les trois départements visités (Guadeloupe, Martinique et Guyane) une réunion des agents du Cirad a permis de présenter l'offre de la Dist en matière documentaire et éditoriale.

Liste des agents Cirad rencontrés

Nom, prénom	Département	Dom
Al Rifai Mehdi	Ca	Guadeloupe
Amar C.	Flhor	Guadeloupe
Bertin A.	Flhor	Martinique
Boisseau M.	Flhor	Martinique
Bouvet G.	Flhor	Guadeloupe
Bouvet J.-M.	Forêt	Guyane
Carrel F.	Flhor	Guadeloupe
Cattan P.	Flhor	Guadeloupe
Chablier C	Flhor	Martinique
Champoiseau P.	Ca	Guadeloupe
Delaunay A.	Flhor	Martinique
Delcombel E.	Tera	Guadeloupe
Dole B.	Flhor	Martinique
Dubus P.	Forêt	Guyane
Duval S.	Dg	Guyane
Feycon V.	Forêt	Guyane
Horry J.-P.	Flhor	Martinique
Jenuy C.	Flhor	Guadeloupe
Joas J	Flhor	Martinique
Kilota E.	Flhor	Martinique
Lagarde L.	Flhor	Guadeloupe
Langbour P.	Forêt	Guyane
Langlais C.	Flhor	Martinique
Lassoudière A.	Flhor	Martinique
Le Guen V.	Cp	Guyane
Lombard A.	Flhor	Guadeloupe
Maggia L.	Forêt	Guyane
Magnan F.	Dg/Dit	Guadeloupe
Magnier H.	Flhor	Guadeloupe
Manichon H.	Dg	Guadeloupe
Melin P.	Flhor	Martinique
Oriol P.	Ca	Guadeloupe
Page D.	Forêt	Guyane
Perthuis B.	Cp	Guyane
Pradon J.-L.	Cp	Guyane
Seiter J.	Forêt	Guyane
Soler A.	Flhor	Martinique
Tézenas H.	Flhor	Martinique
Tixier P.	Flhor	Guadeloupe
Todoroff P.	Ca	Guadeloupe
Traissac S.	Forêt	Guyane
Troispoux V.	Cp	Guyane
Vayssières J.-F.	Flhor	Guyane

Liste des agents INRA rencontrés

NOM	DOM
Archimède Harry	Guadeloupe
Barigah Tété	Guyane
Bereau Moïse	Guyane
Fahrasmane Louis	Guadeloupe
Fournier-Djimbi Meriem	Guyane
Ozier-Lafontaine Harry	Guadeloupe
Welcker Claude	Guadeloupe

Listes des personnes rencontrées hors établissements INRA-CIRAD

Noms	Organismes	Contacts
J. ABAUL	UAG - Présidence	Jacqueline.abaul@univ-ag.fr
C.ALIE	CCI-Secrétaire Général du World Trade Center	cl.alie@wanadoo.fr
D. BARRETEAU	IRD - Martinique	representant@ird-mq.fr
A. BON	Conseil Régional Guadeloupe	a.bon@cr-guadeloupe.fr
O. BROUSSILLON	Médiathèque Caraïbes Guadeloupe	
M. CARTON	SGAR Guadeloupe	
D. CELESTINE-MYRTIL-MARLIN	DRIRE-DRRT	drdt@univ-ag.fr
Mme CLEMENT-MARTIN	UAG-BU section Guyane	clement_martin@univ-ag.fr
M. FOURNIER	Silvolab- Présidence Guyane	fournier.m@kourou.cirad.fr
C. LORI	Lycée agricole Guadeloupe	claudelori@educagri.fr
C. POUSSET	UAG-BU section Guadeloupe	catherine.pousset@univ-ag.fr
M. REDER	Silvolab- Bib Guyane	reder.m@kourou.cirad.fr
C.VASSILIEF	UAG-BU section Guadeloupe	catherine.vassilieff@univ-ag.fr

A.4 Comptes-rendus des visites et entretiens

Guadeloupe

- **A.4.1** Compte-rendu de la visite à la bibliothèque universitaire, campus de Fouillole, le 27/11/00.
- **A.4.2** Compte-rendu de la réunion avec les représentants de la Région Guadeloupe, Le 27/11/00.
- **A.4.3** La médiathèque Caraïbes (LAMECA), Basse-Terre, Guadeloupe, 29/11/00

Guadeloupe

A.4.1 Compte-rendu de la visite à la bibliothèque universitaire, campus de Fouillole, , le 27/11/00

Etaient présents :

BU : Mme Pousset, conservateur, responsable des abonnements ; Mme Vassilief, conservateur en chef.

INRA : A. Xandé, président du centre Antilles-Guyane, G. Lacombe, coordonatrice du dispositif national IST, G. Hostache, responsable de l'information et de la communication au centre Guadeloupe, M. Combes, responsable du centre de documentation, L. XXX, informaticienne.

Cirad : B. Girardot, responsable du pôle multimédia, L. Grasset, responsable du service de l'information et de la documentation.

Nous avons été reçus à la bibliothèque universitaire par Mmes Vassilief et Pousset qui nous ont fait visiter le site. Nous avons pu échanger sur les activités et les projets de l'établissement.

Les fonds : 60 000 ouvrages, 650 périodiques dont 500 titres courants, un budget d'acquisition de 800 KF pour les périodiques. Seulement 6 titres en biologie végétale et 1 titre en agronomie à partir de 2001 à St Claude.

Le fonds régional, a été constitué, à partir des documents de toutes les sections, portant sur la Caraïbes.

Un espace réservé aux chercheurs, leur permet d'accéder directement aux collections de périodiques et aux CD-ROM (bases de données bibliographiques internationales).

Le catalogue : Le catalogue est informatisé sous un logiciel Daenix, les données sont en format UNIMARC. Il n'y a pas de catalogue commun aux trois sites Guadeloupe – Martinique – Guyane. Le projet de développer un catalogue sur le web sera réalisé en 2001, ainsi que la migration des catalogues sur le Système Universitaire, en mars.

Les services : Une salle multimédia sera ouverte en décembre 2000. L'équipement en postes de travail est en cours.

Pas de services documentaires spécifiques, Un service question-réponse a été fermé en 1999, faute de demandes. Une activité de prêt-inter-bibliothèque sur la région.

Les centrales documentaires sollicitées pour la fourniture d'articles sont l'INIST¹⁷, la BLLDSC¹⁸.

La bibliothèque assure une activité de tutorat importante auprès des étudiants de première année et les étudiants de 3^e cycle sur demande des professeurs.

Le financement : la bibliothèque n'a pas assez de chercheurs pour avoir une subvention du ministère lui permettant d'avoir un budget d'acquisition plus important. L'autre sources de financement sont les droit d'inscription .

Les projets : la bibliothèques est impliquée dans une série de projets, dont :

- la réalisation de la carte documentaire, qui vise à harmoniser les achats, des bibliothèques de la région¹⁹ ;
- la réalisation d'un OPAC sur le web , diffusion du catalogue et constitution d'un réseau documentaire des ressources documentaires disponibles sur la Région, via un portail.
- la réalisation de bases de données sur le fonds régional Amériques-Caraïbes, projet associatif entre la BU, les BM et le centre caraïbes.
- la numérisation des thèses (55 documents) ;
- rejoindre le consortium Couperin.

Le point bloquant : la capacité de transfert d'information, aujourd'hui de 512 K en débit à la Guadeloupe, dont 56K à l'Université. Les négociations avec Renater sont sous-tendues par l'amélioration des services des CRI pour la maintenance des réseaux.

Le projet « Guadeloupe numérique » devrait contribuer à augmenter les débit en Guadeloupe (2 Méga).

A.4.2 Compte-rendu de la réunion avec les représentants de la Région Guadeloupe, Le 27/11/00

Etaient présents :

Région : M. A. Bon, chef du service Recherche et Tansfert de Technologies, Mme Appah, service Recherche et Tansfert de Technologies, en charge des NTIC.

INRA : A. Xandé, président du centre Antilles-Guyane, G. Lacombe, coordonatrice du dispositif national IST, G. Hostache, responsable de l'information et de la communication au centre Guadeloupe, , L.XXX, informaticienne, XXX, informaticienne.

Cirad : B. Girardot, responsable du pôle multimédia, L. Grasset, responsable du service de l'information et de la documentation.

Les représentants de la Région ont présenté les objectifs du projet « Guadeloupe numérique », visant à faire entrer la Guadeloupe dans la société de l'information, en favorisant la mise en place de structure de télécommunications nécessaire, en encourageant le développement d'une plate-forme d'utilité publique.

¹⁷ Institut de l'Information Scientifique et Technique du CNRS ;

¹⁸ British Library Lending Division Supply Center.

¹⁹ Dans ce contexte, une journée thématique sur la documentation scientifique et technique et Guadeloupe a été organisée le 15/06/00 à l'initiative de la BU pour identifier les besoins et ressources documentaires.(Cf. annexe).

Ce programme se déroulera de 2000 à 2006, et sera financé sur des fonds Etat-Région (160 MF) et FEDER (CEE).

Le DOCUP a été signé le 26 octobre 2000, il est consultable sur le web de la Région.

Pour augmenter le débit de transmission des données (2 Méga), un appel à performance a été lancé.

Les services de la Région recueillent actuellement les projets qui prendront place dans la future plate-forme.

Plusieurs lignes peuvent être intéressantes à exploiter dans le cadre du projet INRA – CIRAD :

- le volet recherche,
- le volet NTIC.

Mme Appah et M. Bon précisent que le volet NTIC devra être privilégié, le volet Recherche portant plus sur les équipement des laboratoires.

Dans les composantes de ce projet, il faudra inscrire des aspects de :

- documentation et bases de données,
- encadrement et formation,
- production de connaissances et ouverture sur le Grand Public
- la coopération régionale, et la diffusion des connaissance.

Le financement pourra porter sur l'acquisition d'équipement, dans ce contexte, les outils et logiciel multilingue, ainsi que l'environnement technique de leur mise en œuvre pourrait être pris en charge.

Les critères qui permettront l'éligibilité du projet sont :

- les impacts du projet au niveau régional ,
- la création d'emplois,
- la création d'activités
- la création de contenus et produits originaux et spécifiques.

Le montant pris en charge par la Région en matière de financement peut se monter à 75 %.

Les représentants de la Région proposent qu'un pré-projet leur soit présenté, afin que le projet définitif soit recevable ;

La plupart des financements seront accordés au cours des trois premières années. Les commissions d'éligibilité se réunissent chaque mois.

A.4.3 La médiathèque Caraïbes (LAMECA), Basse-Terre, Guadeloupe, 29 novembre 2000

Personnes rencontrées : O. Broussillon, (directrice)
G. Morvan (bibliothécaire)

Née de la volonté du conseil général, la médiathèque Caraïbe a hérité du fonds documentaire de la bibliothèque départementale. Elle est installée à Basse-Terre, dans des locaux anciens remarquablement réhabilités. Les objectifs affichés dépassent la dimension départementale, la médiathèque souhaite contribuer au rayonnement de la culture scientifique dans la région Caraïbe. Elle met en œuvre les NTIC qu'elle maîtrise et contribue à la vulgarisation de celles-ci au sein d'un espace culture multimédia labellisé, animé par des bénévoles.

Au-delà de la gestion de documents existants, la médiathèque se positionne également en producteur de contenus. Elle dispose de financement pour faire élaborer des dossiers qui seront proposés sur son site Web : deux dossiers sont en cours de constitution sur la « canne à sucre » et sur le « jardin créole ». Ce travail est sous-traité, un journaliste scientifique (canadien) en est chargé.

A.5 Documents divers

- Compte-rendu de réunion, BU – section Guadeloupe, du 15/06/2000 : « La documentation scientifique et technique en Guadeloupe », 4 p.
- Note du Ministère de l'Agriculture et de la pêche, Direction des politiques économiques et internationales, du 07/11/2000 : « site Caraïbes », 4 p.

A.6 Extrait du Docup

Mesure H4 : GUADELOUPE NUMERIQUE²⁰

L'objectif de garantir un accès facile à ces nouvelles techniques pour toute entreprise ou particulier suppose un effort conséquent de la collectivité, même si le secteur privé des télécommunications apporte une contribution significative aux investissements. L'appui des pouvoirs publics se justifiera par l'ambition d'une large diffusion de ces nouveaux outils grâce à la création de boucles locales, de télécentres, de bornes interactives, de téléservices d'utilité publique. Au niveau des très petites entreprises, il s'agira de les aider à s'équiper.

Quant à la communauté portuaire, dans la continuité des études réalisées dans le cadre du programme Régis II, il s'agira de mettre effectivement en place une plate-forme d'échanges de données informatisées (EDI) dont l'objectif est de réduire le coût du transit portuaire mais surtout d'accélérer le traitement des marchandises. Les facilités d'échanges sont autant d'atouts nécessaires pour la coopération régionale.

4. types d'actions sont envisageables.

1. Une fonction de veille technologique pour une stratégie adaptée ;

2. Une aide aux infrastructures et équipements tels que :

- Développer la mise en œuvre de télécentres sur l'ensemble du territoire.

Ces télécentres, connectés en réseau, mettront à la disposition des professionnels et des particuliers, des ordinateurs reliés à l'intranet régional et à Internet.

- Aider à l'équipement des ménages et des professionnels guadeloupéens en matériel multimédia.

- Installer des bornes interactives d'accès au réseau.

- Equiper les domaines névralgiques de la formation scientifique et de la recherche et des acteurs de la communauté portuaire ;

3. Mettre en œuvre des Intranets régionaux et des téléservices d'utilité publique compatibles avec les réseaux internationaux ;

4. Aider aux investissements d'entreprises facilitant leur accès aux nouveaux services et aux nouvelles technologies :

- Aides matérielles et immatérielles aux entreprises de la filière Multimédia.

²⁰ Docup 2000-2006, Axe « Transports, échanges », p. 63.